

## COMMISSION PARITAIRE POUR LES ATTRACTIONS TOURISTIQUES (CP 333)

### CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 DÉCEMBRE 2013 RELATIVE À L'ACCORD SECTORIEL 2013-2014

#### Article 1

§1 La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs relevant de la compétence de la commission paritaire pour les attractions touristiques et à leurs travailleurs.

§2 Par "travailleurs", il y a lieu d'entendre les ouvriers et les employés masculins et féminins.

#### I Fonds pour la formation – groupes à risque

##### Article 2

Un alinéa supplémentaire est ajouté à l'article 15 de la convention collective de travail du 15 juin 2009 relative au Fonds pour la formation : (194394) \ CO (330)  
"Pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 30 juin 2015, 0,10% de la masse salariale brute des travailleurs sous contrat de travail sera versé en guise de cotisation au Fonds pour les groupes à risque comme prévu à l'article 4 de cette CCT, conformément à l'Arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), articles 188 à 195 (MB 28.12.2006)."

##### Article 3

Un deuxième paragraphe est ajouté à l'article 4 de la convention collective de travail du 15 juin 2009 relative au Fonds pour la formation :

"§2 En application de l'Arrêté royal du 19 février 2013 pris en exécution de l'article 189, alinéa 4, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), il faut entendre par groupes à risque en faveur desquels les employeurs doivent réserver 0,05% de la masse salariale les groupes à risque définis à l'article 1 de l'Arrêté royal susmentionné et il faut entendre par groupes à risque en faveur desquels les employeurs doivent réserver la moitié de cet effort, soit 0,025% de la masse salariale, les groupes à risque définis à l'article 2 de l'Arrêté royal susmentionné."

#### II Fonds pour la formation – efforts de formation supplémentaires

##### Article 4

Conformément à l'AR du 11 octobre 2007, pour les années 2013 et 2014, le taux de participation à la formation augmentera d'au moins 5 points de pourcentage par an.

Cet objectif sera concrétisé au moyen des mesures suivantes :

1°) Un deuxième paragraphe est ajouté à l'article 15 de la convention collective de travail du 15 juin 2009 relative au Fonds pour la formation :

“§2 Pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 30 juin 2015, 0,05% de la masse salariale brute des travailleurs sous contrat de travail sera versé en guise de cotisation au Fonds pour la formation, et ce, sans préjudice de la cotisation de 0,10% pour les groupes à risque comme prévu à l'article 15 §1 de cette convention collective de travail”.

2°) Les formations doivent être qualifiantes. Les matières concernant la sécurité, la prévention des accidents du travail et la gestion des clients, ne sont pas obligatoires mais prioritaires.

### **III Dialogue social**

#### **Article 5**

Un groupe de travail paritaire sera mis en place en 2014 en vue de préparer une CCT relative à la délégation syndicale et de parvenir à des conclusions pour fin 2014.

La conclusion de la CCT relative à la délégation syndicale fera partie des négociations sectorielles 2015-2016, afin d'avoir pour les prochaines élections sociales une définition du statut de la délégation syndicale propre au secteur.

### **IV Crédit-temps**

#### **Article 6**

Pour les entreprises occupant moins de 50 travailleurs, exprimés en ETP, l'adaptation suivante est prévue dans le cadre du régime légal (CCT n° 103) :

§1 Par application de l'article 8 §3 de la CCT n° 103 du CNT, l'âge d'accès au droit à la diminution de 1/5 dans le cadre des emplois de fin de carrière pour les travailleurs plus âgés passe à 50 ans, pour autant que ceux-ci aient préalablement effectué une carrière professionnelle d'au moins 28 ans.

§2 Par application de l'article 4 §1, 3° de la CCT n° 103 du CNT, le droit au crédit-temps à temps plein ou à mi-temps avec motif est possible avec un maximum de 36 mois.

§3 Par application de l'article 2 §3 de la CCT n° 103 du CNT, les possibilités de dérogation suivantes sont fixées : les travailleurs dès la classe 5 et ceux qui exercent une fonction non exercée par un autre travailleur dans l'entreprise ont toujours besoin de l'accord de l'employeur pour pouvoir exercer leur droit aux différents crédits-temps.

#### **Article 7**

Pour les entreprises occupant 50 travailleurs, exprimés en ETP, et plus, le régime ci-dessus, tel que prévu à l'article 6, s'applique pour autant qu'une CCT d'entreprise ait été conclue à ce sujet, conjointement avec le sujet de la modernisation de l'organisation du travail tel que repris dans l'article 8.

## **V Modernisation de l'organisation du travail**

### **Article 8**

§1 Pour les entreprises occupant moins de 50 travailleurs, exprimés en ETP, le plafond interne de la durée du travail à respecter et du nombre d'heures supplémentaires pour lesquelles le travailleur peut renoncer à la récupération est porté de 91 à 130 heures jusqu'au 30 juillet 2015, pour autant que l'entreprise le confirme via un acte d'adhésion conformément au modèle figurant en annexe de la présente convention qu'elle envoie, pour information, au président de la commission paritaire.

§2 Pour les entreprises occupant 50 travailleurs, exprimés en ETP et plus, le régime ci-dessus, qui porte le plafond de 91 à 130 heures, s'applique pour autant qu'une CCT d'entreprise soit conclue à ce sujet, conjointement avec le sujet du crédit-temps tel que repris dans les articles 6 et 7.

§3 Une évaluation sera faite fin 2014.

## **VI Prime de fin d'année**

### **Article 9**

Les employeurs entameront en 2015 les discussions relatives à l'instauration graduelle d'une prime de fin d'année pour les ouvriers sur plusieurs accords bisannuels, et ce, dans les limites de la marge de négociation sectorielle en vigueur à ce moment.

Pour les employés, la prime de fin d'année prévue conformément à l'article 5 de la convention collective de travail du 29 mai 1989 conclue au sein de la Commission Paritaire Nationale Auxiliaire pour Employés (CP 218) et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 reste d'application.

## **VII Pouvoir d'achat**

### **Article 10**

Dans les entreprises occupant 50 travailleurs, exprimés en ETP, et plus, les avantages octroyés en application de l'article 2§7 de la convention collective de travail du 15 juin 2009 relative à l'accord sectoriel 2009-2010 sont prolongés pour 2013-2014 selon les mêmes modalités comme définies à l'article 2, paragraphes 4 à 6, de la convention collective de travail mentionnée ci-dessus. (94390 | 6 | 330)

## **VIII Paix sociale**

### **Article 11**

Les parties s'engagent à respecter la paix sociale et à ne pas introduire des revendications supplémentaires au niveau de la commission paritaire et des entreprises en 2013-2014.

## **IX Durée**

### **Article 12**

La présente convention collective de travail est conclue pour une période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2015 inclus, à l'exception des articles 2, 4, 6, 7 et 8 qui prennent cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

MODELE

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ATTRACTIONS TOURISTIQUES

MODERNISATION DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

MISE EN ŒUVRE DE L' ARTICLE 8 §1 DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 DECEMBRE 2013 CONCLUE AU SEIN DE LA COMMISSION PARITAIRE POUR LES ATTRACTIONS TOURISTIQUES CONCERNANT L'AUGMENTATION A 130 HEURES DU PLAFOND INTERNE DE LA DUREE DU TRAVAIL A RESPECTER ET DU NOMBRE D' HEURES SUPPLEMENTAIRES POUR LESQUELLES LE TRAVAILLEUR PEUT RENONCER A LA RECUPERATION

**ACTE D'ADHÉSION POUR LES ENTREPRISES  
OCCUPANT MOINS DE 50 TRAVAILLEURS**

A renvoyer au Président de la Commission paritaire pour les Attractions Touristiques  
(CP 333) , Rue Ernest Blerot 1, 1070 Bruxelles

- \* Identification de l'entreprise .....
- \* Adresse  
.....
- \* Numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S.  
.....
- \* Numéro de commission paritaire : CP 333 (Commission paritaire pour les Attractions Touristiques)

Je soussigné(e), ....., représentant l'entreprise susmentionnée, déclare adhérer à l'article 8 §1 de la convention collective de travail du 11 décembre 2013, par lequel le plafond interne de la durée du travail à respecter et le nombre d'heures supplémentaires pour lesquelles le travailleur peut renoncer à la récupération est porté à 130 heures et ceci pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 30 juin 2015.

C

## PARITAIR COMITÉ VOOR DE TOERISTISCHE ATTRACTIES (PC 333)

### COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 DECEMBER 2013 BETREFFENDE HET SECTORAKKOORD 2013-2014

#### Artikel 1

§1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die tot de bevoegdheid behoren van het paritair comité voor toeristische attracties en hun werknemers

§2 Onder "werknemers" wordt verstaan de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden

#### I Fonds voor vorming – risicogroepen

##### Artikel 2

In artikel 15 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 2009 betreffende het Fonds voor Vorming wordt een bijkomend lid toegevoegd: (94394/60330)  
"Voor de periode van 1 januari 2014 tot 30 juni 2015 wordt 0,10% van de brutoloonmassa van de werknemers onder arbeidsovereenkomst, als bijdrage aan het Fonds gestort voor de risicogroepen zoals bepaald in artikel 4 van deze cao, overeenkomstig het Koninklijk Besluit genomen in uitvoering van de Wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), artikel 188 tot 195 (B.S., 28 december 2006)."

##### Artikel 3

In Artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 2009 betreffende het Fonds voor Vorming wordt een tweede paragraaf toegevoegd:  
"§2 In toepassing van het Koninklijk Besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, vierde lid, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), wordt onder risicogroepen met betrekking tot het voorbehouden van 0,05% van de loonmassa verstaan, de risicogroepen bepaald in artikel 1 van hogervermeld Koninklijk Besluit, en wordt onder risicogroepen met betrekking tot het voorbehouden van de helft daarvan, of 0,025% van de loonmassa verstaan, de risicogroepen bedoeld in artikel 2 van hogervermeld Koninklijk besluit."

#### II Fonds voor Vorming – bijkomende opleidingsinspanningen

##### Artikel 4

Overeenkomstig het KB van 11 oktober 2007 zal voor de jaren 2013-2014 de participatiegraad in vorming en opleiding jaarlijks met minstens 5 procentpunten worden opgetrokken.

40

Deze doelstelling wordt via volgende maatregelen geconcretiseerd:

1°) In artikel 15 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 2009 betreffende het Fonds voor Vorming wordt een tweede paragraaf toegevoegd: “§2 Voor de periode van 1 januari 2014 tot 30 juni 2015 wordt 0,05% van de brutoloonmassa van de werknemers onder arbeidsovereenkomst, als bijdrage aan het Fonds gestort voor de vorming, onverminderd de bijdrage van 0,10% voor de risicogroepen zoals bepaald in artikel 15 §1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst”.

2°) De vormingen dienen kwalificerend te zijn. De vormingsverplichtingen moeten niet worden beperkt tot veiligheid, arbeidsongeval en klantenbeheer hoewel deze punten prioritair zijn.

### **III Sociale dialoog**

#### **Artikel 5**

Een paritaire werkgroep wordt opgestart in het jaar 2014 ter voorbereiding van de opmaak van een CAO betreffende de syndicale delegatie en met de bedoeling tot besluiten te komen tegen einde 2014.

Het afsluiten van de CAO betreffende de syndicale delegatie zal deel uitmaken van sectoronderhandelingen 2015-2016, teneinde tegen de volgende sociale verkiezingen een eigen statuut syndicale afvaardiging voor de sector te hebben.

### **IV Tijdskrediet**

#### **Artikel 6**

Voor ondernemingen met minder dan 50 werknemers, uitgedrukt in VTE, wordt volgende aanpassing in het kader van de wettelijke regeling (CAO 103) wordt voorzien:

§1 Bij toepassing van artikel 8 §3 van CAO nr 103 van de NAR wordt de leeftijd voor het recht van oudere werknemers op 1/5<sup>e</sup> landingsbanen gebracht op 50 jaar voor zover deze voorafgaand een beroepsloopbaan van ten minste 28 jaar hebben doorlopen.

§2 Bij toepassing van artikel 4 §1,3° van CAO 103 van de NAR wordt het recht op volledig, halftijds tijdskrediet met motief mogelijk met een maximum van 36 maanden

§3 Bij toepassing van artikel 2 §3 van CAO nr 103 van de NAR worden de volgende afwijkingsmogelijkheden vastgesteld: werknemers vanaf klasse 5 en werknemers die een functie uitoefenen die niet door een andere werknemer in het bedrijf wordt uitgeoefend hebben steeds het akkoord van de werkgever nodig om hun recht op de verschillende tijdskredieten uit te oefenen

## **Artikel 7**

Voor ondernemingen met 50 werknemers, uitgedrukt in VTE, en meer geldt bovenstaande regeling zoals voorzien in artikel 6, voor zover hierover een ondernemings-cao wordt gesloten samen met het onderwerp van de modernisering van de arbeidsorganisatie zoals bepaald is in artikel 8.

## **V Modernisering arbeidsorganisatie**

### **Artikel 8**

§1 Voor ondernemingen met minder dan 50 werknemers, uitgedrukt in VTE, wordt de interne grens van de arbeidsduur die moet worden nageleefd evenals het aantal overuren waarvan de werknemer kan afzien van inhaalrust van 91 naar 130 uren gebracht tot 30 juli 2015, mits de werkgever dit bevestigt voor zijn onderneming via een toetredingsakte, waarvan het model in bijlage van deze overeenkomst is gevoegd, dat hij ter informatie stuurt naar de Voorzitter van het Paritair Comité.

§2 Voor ondernemingen met 50 werknemers, uitgedrukt in VTE, en meer geldt bovenstaande regeling waarbij het aantal van 91 naar 130 uren wordt gebracht, voor zover hierover een ondernemings-cao wordt gesloten samen met het onderwerp van het tijdskrediet zoals bepaald is in artikel 6 en 7.

§3 Een evaluatie zal gebeuren einde 2014.

## **VI Eindejaarspremie**

### **Artikel 9**

De werkgevers zullen de besprekingen rond een geleidelijke invoering van een eindejaarspremie voor de arbeiders over meerdere tweejaarlijkse akkoorden, opstarten in 2015, en dit binnen de grenzen van de op dat ogenblik geldende onderhandelingsmarge op sectorvlak.

Voor de bedienden blijft de eindejaarspremie voorzien overeenkomstig artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 mei 1989 gesloten in het Aanvullend Nationaal Paritair Comité voor bedienden (PC 218) geldend op 1 januari 2007 van toepassing.

## **VII Koopkracht**

### **Artikel 10**

In bedrijven van 50 werknemers, uitgedrukt in VTE, en meer worden de in toepassing van artikel 2§7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 2009 betreffende het sectorakkoord 2009-2010 toegekende voordelen verlengd voor 2013-2014 onder dezelfde modaliteiten zoals bepaald in artikel 2§4 tot en met §6 van hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst. (94390 | 101330)





## **VIII Sociale vrede**

### **Artikel 11**

De partijen verbinden zich ertoe om in 2013-2014 de sociale vrede te bewaren en gedurende deze periode geen enkele bijkomende eis te stellen op sectorvlak of op ondernemingsvlak.

## **IX Duur**

### **Artikel 12**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een periode van 1 januari 2013 tot en met 30 juni 2015 met uitzondering van artikelen 2, 4, 6, 7 en 8 die ingaan vanaf 1 januari 2014.

MODEL

PARITAIR COMITE VOOR DE TOERISTISCHE ATTRACTIES  
MODERNISERING VAN DE ARBEIDSORGANISATIE

UITVOERING VAN ARTIKEL 8 § 1 VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 DECEMBER 2013 GESLOTEN IN HET PARITAIR COMITE VOOR DE TOERISTISCHE ATTRACTIES MET BETREKKING TOT DE VERHOGING TOT 130 UREN VAN HET INTERNE PLAFOND VAN DE ARBEIDSDUUR DIE MOET WORDEN NAGELEEFD EVENALS VAN HET AANTAL OVERUREN WAARVAN DE WERKNEMER KAN AFZIEN VAN INHAALRUST.

**TOETREDINGSAKTE VOOR ONDERNEMINGEN MET MINDER DAN 50 WERKNEMERS**

Te sturen aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Toeristische Attracties (PC 333), Ernest Blerotstraat 1, 1070 Brussel

- \* Identificatie van de onderneming .....
- \* Adres .....
- \* RSZ-inschrijvingsnummer .....
- \* Nummer paritair comité: PC 333 (Paritair comité voor de Toeristische Attracties)

Ondergetekende, ....., die de voornoemde onderneming vertegenwoordigt, verklaart toe te treden tot art 8 §1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2013, waardoor het interne plafond van de overuren die moeten worden nageleefd evenals het aantal overuren waarvan de werknemer kan afzien van inhaalrust wordt verhoogd tot 130 uren en dit voor de periode van 1 januari 2014 tot en met 30 juni 2015.